

Sommet anti-sécuritaire du 9-3 !

Surveillance et répression constituent les deux faces d'une même pièce sécuritaire

RETRACER L'ÉVOLUTION des représentations de l'ennemi intérieur dans la pensée d'État depuis les années 1960 est indispensable pour comprendre comment, des territoires colonisés d'hier aux quartiers populaires d'aujourd'hui, la V^e République a régénéré un modèle d'encadrement fondé sur la désignation d'un bouc émissaire socio-éthnique. L'ordre n'est pas au service des citoyens mais sert essentiellement à les encadrer, les surveiller, les contrôler. L'ordre public c'est l'ordre brutal mis au service du pouvoir. La police a toujours été l'élément indispensable d'une politique de rejet et d'exclusion, permettant de masquer les difficultés économiques et sociales.

60 000 caméras pour 60 Millions de personnes. En 2011, l'objectif est de tripler le nombre de caméras à l'échelle nationale et de le quadrupler pour la capitale avec le «Plan 1 000 caméras pour Paris» (sans compter les 9 500 de la RATP et de la SNCF dont la Police pourrait disposer en temps réel). 21 communes seront d'ailleurs «récompensées» pour leurs efforts de surveillance (1 Million d'€ à se partager). Le business du sécuritaire se développe au point que Bouygues te loge où que tu ailles (particuliers, entreprises, prisons). Une chose est sûre : le secteur sécuritaire (police, armée, secteur privé) ne connaît pas la crise... levier économique de la croissance ?

En 2008 nous approchions des 600 000 GAV soit près de 1% de la population française. En 2009 les prisons françaises comptent 60 000 détenus souffrant chaque jour de l'enfermement et de la maltraitance autant physique que psychologique. 6 Millions d'immigrés sont les plus exposés aux contrôles de police, GAV, condamnations, bavures... et les traitements réservés aux sans-papiers rappellent les sombres heures de l'Occupation.

Tous les citoyens sont présumés innocents en droit mais la réalité montre qu'ils sont considérés comme a priori coupables, surtout s'ils n'ont pas d'amis bien placés. Le fichage massif de la population n'est pas anodin, derrière une façade démocratique, le totalitarisme avance à grands pas. Les lois sécuritaires se succèdent régulièrement : rétention de sûreté, «prévention de la délinquance», nouvelle loi sur la récidive... et les mesures d'exception sous prétexte de lutte contre le terrorisme deviennent une réalité quotidienne pérenne.

La maxime «Réfléchir c'est commencer à désobéir» qui correspond bien à l'armée et aux services de police peut également s'appliquer aux citoyen-ne-s lambdas. Nous devons nous organiser pour rester vigilant-e-s et résister. Il est donc naturel pour la Fédération Anarchiste d'être systématiquement auprès de ceux qui sont ou seront discriminés par les lois d'exceptions issus de la violence étatique, totalitaire et/ou capitaliste.

Ne vous laissez pas endormir par une criminalisation progressive des individus et des mouvements sociaux car demain vous pourriez bien être considérés comme terroristes par un Etat et des lois qui soit disant se préoccupent de votre sécurité...

Retrouvez-nous le 21 Novembre 2009 de 17h30 à 22h30 à la Bourse du Travail de St-Denis pour en débattre.

Fédération anarchiste